

Les organisations internationales soutenant les médias et la liberté de la presse appellent les autorités burundaises à permettre la réouverture des médias

22 juin 2015

Les organisations signataires, soutenant la liberté de la presse, le développement des médias et les droits de l'homme, sont très inquiètes par la fermeture continue des médias burundais, ayant pour conséquence le manque d'accès à une information fiable au Burundi. Par ailleurs, elles dénoncent les attaques et les menaces à l'encontre des entreprises de presse et de leur personnel.

Cette situation est particulièrement préoccupante compte tenu du calendrier des élections législatives et présidentielles, respectivement prévues le 29 juin et le 15 juillet.

Indéniablement, des médias libres, fiables et indépendants jouent un rôle crucial dans le processus électoral. Sans leur présence, les Burundais ne disposeront pas de l'information nécessaire leur permettant de faire un choix informé lors des scrutins à venir, ce qui remettra clairement en question leur crédibilité.

En conséquence, nous demandons aux autorités burundaises qu'elles permettent la réouverture et le fonctionnement des médias indépendants et que ceux-ci puissent travailler à partir de la Maison de la Presse ou de tout autre endroit pertinent, puisque les principales stations de radio ont été détruites. Nous demandons également aux autorités d'autoriser la reconstruction et le rééquipement de médias.

Nous encourageons par ailleurs les autorités à veiller à ce que la cinquantaine de journalistes et autres personnels des médias ayant fui le Burundi pour trouver refuge dans les pays voisins soient autorisés à rentrer en toute sécurité dans leur pays, sans craintes de poursuites judiciaires ou d'autres menaces.

Enfin, nous encourageons le dialogue entre les autorités et les médias ainsi qu'entre les autorités et l'opposition et entre les autorités et l'Envoyé spécial des Nations Unies pour les Grands Lacs afin de créer les conditions propices à la tenue d'élections libres, transparentes, inclusives et pacifiques.

Signé par :

Jesper Højberg, Executive Director, International Media Support

Toby Mendel, Executive Director, Centre for Law and Democracy

Leon Willems, Director, Free Press Unlimited

Caroline Giraud, Coordinator, Global Forum for Media Development

Tina Carr, Director, Rory Peck Trust

Ernest Sagaga, Head, Human Rights and Safety, International Federation of Journalists

Caroline Vuillemin, Director of Operations, Fondation Hironnelle

Alice Klein, President, Canadian Journalists for Free Expression

Daniel Calingaert, Executive Vice President, Freedom House

Thomas Hughes, Executive Director, Article 19

Tamsin Mitchell, Americas/Africa Researcher and Campaigner, PEN International

Barbara Trionfi, Executive Director, International Press Institute

Carina Tertsakian, Senior Researcher for Burundi and Rwanda, Human Rights Watch

Christophe Deloire, Secretary General, Reporters sans Frontières

Cyprien Ndikumana, Director General, Panos Grands Lacs